

**NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**



Distr.  
LIMITEE



E/CN.14/CAS 4/10  
4 octobre 1965

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Quatrième Conférence des statisticiens  
africains  
Addis-Abéba, 8 - 17 novembre 1965

L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES  
EN AFRIQUE

L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DES STATISTIQUES  
EN AFRIQUE

Depuis que le rapport sur l'assistance technique et le développement des statistiques en Afrique, établi pour la troisième Conférence<sup>1/</sup> des statisticiens africains, a été publié, les programmes de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées se sont développés. C'est ainsi qu'on s'est attaché à mettre à la disposition des pays des conseillers et un personnel d'exécution administratif plus nombreux (OPEX), et à octroyer un plus grand nombre de bourses d'études dans les centres de formation que patronne ou aide l'Organisation des Nations Unies. On a néanmoins continué d'accorder des dons pour servir à des boursiers désireux de poursuivre des études supérieures hors de leur pays et aussi à des cycles d'études, des groupes de travail et des voyages d'études organisés par les Nations Unies. Un moyen utilisé depuis peu pour renforcer les programmes d'assistance consiste à recourir aux services d'un personnel bénévole fourni dans le cadre du projet relatif aux experts associés. Ce projet, mis en oeuvre en application de la Résolution 849 (XXXII) du Conseil économique et social répond à l'offre qu'ont faite certains pays "donateurs" : prêter les services de jeunes spécialistes pour aider à l'exécution d'entreprises des Nations-Unies. Ces jeunes spécialistes, qui sont normalement adjoints à des conseillers principaux des Nations Unies, ont été très utiles, car grâce à eux on a pu remédier en partie à la pénurie de personnel local qualifié dans un certain nombre de pays.

Depuis la fin de l'année 1963, le nombre des demandes présentées par les pays de la région pour obtenir du personnel OPEX a augmenté. C'est pour répondre à ces demandes qu'un statisticien dirige le service statistique de la Nigéria depuis le mois d'octobre 1963, qu'un directeur adjoint a été nommé en février 1963 pour le service de statistique de l'Ethiopie et qu'en mai 1965, un directeur du service statistique

de la Somalie a été envoyé dans ce pays. En Nigéria, le directeur du service statistique est aussi chargé d'aider à la mise au point d'un système intégré de statistiques, en étroite collaboration avec cinq experts spécialisés dans des domaines tels que les statistiques économiques, les statistiques démographiques, le traitement des données et la formation. Ces experts travaillent dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique. Les pays suivants ont également présenté une demande en vue d'obtenir du personnel OPEX : Betchouanaland, Tanzanie et Zambie. Toutefois, on n'a pas encore pu trouver de personnel pour occuper les postes indiqués.

En plus des conseils qu'ils ont donné pour l'organisation des services statistiques et la mise au point des systèmes statistiques, les experts ont prêté leurs services dans les domaines suivants au cours de la période 1964-1965 : statistiques industrielles et démographiques, comptabilité nationale, plans d'enquêtes par sondage et enquêtes par sondage et formation statistique, ainsi que dans le domaine des statistiques agricoles, des statistiques de la santé, du travail et de l'enseignement. Dans les quatre derniers domaines cités, l'assistance technique vient des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

On continue à veiller à fournir les services de conseillers régionaux. Il s'agit de spécialistes attachés à la Commission économique pour l'Afrique et ayant pour tâche essentielle de visiter les pays de la région qui en font la demande et de leur donner des avis sur des questions techniques. Outre les conseillers régionaux pour les statistiques démographiques, la comptabilité nationale, les statistiques des finances publiques et les enquêtes par sondage qui dépendent de l'Organisation des Nations Unies, des conseillers régionaux pour les statistiques agricoles sont fournis par la FAO.

L'ampleur du programme et les domaines dans lesquels des avis techniques sont fournis aux pays de la région sont indiqués dans le tableau des experts en poste au 30 juin 1965, à l'annexe au présent document.

Une partie importante des fonds de l'assistance technique a également été utilisée pour financer des activités s'étendant à toute la région pour faciliter l'exécution des programmes de développement des statistiques dans la région, conformément à la recommandation formulée par la Conférence et par la Commission de statistique.

On continue d'accorder la priorité à la formation statistique dans les programmes d'assistance technique de la région, conformément aux vœux exprimés au cours des différentes réunions de la Conférence. La Commission économique pour l'Afrique est principalement chargée de coordonner les activités de formation. On ne fera pas ici un exposé détaillé de ces activités. Un relevé complet des moyens et des besoins de formation dans la région est donné dans un autre document soumis à la conférence (document E/CN.14/CAS.4/9). Toutefois, il y a lieu de signaler que les trois centres de formation de cadres moyens gérés en commun par l'Organisation des Nations Unies et les gouvernements du Cameroun, de l'Ethiopie et du Ghana, ont quatre années d'activité; on a déjà choisi les étudiants qui doivent suivre le cours de 1965-1966 qui commence en octobre. Conformément aux recommandations formulées à la troisième Conférence des statisticiens africains, qui ont pour objet l'extension des moyens existants et la mise en place de nouveaux moyens, on a prévu à Yaoundé un cours restreint pour "adjoints techniques" qui prolonge le cours de formation d'"agents techniques". En outre, grâce à des fonds de l'assistance technique, on a pu créer en 1965, à Dar es-Salaam un nouveau centre pour cadres moyens destiné à des étudiants originaires des pays de l'Afrique de l'est. Le centre de formation de niveau moyen d'Abidjan, patronné par le Gouvernement, a continué à recevoir une aide des Nations Unies sous forme de bourses. En outre, les Nations Unies ont envoyé des spécialistes de la formation dans les pays désireux d'élargir leurs programmes de formation en cours d'emploi et de formation universitaire (Tanzanie, Ouganda, Nigéria, Somalie, Sierra Léone et Algérie).

Dans le passé, on a accordé des bourses à des postulants de Libye, du Maroc et du Soudan pour leur permettre de suivre à l'Institut de statistique du Caire, un cours de statistique de deux ans sanctionné par un diplôme ; d'autres bourses seront octroyées à l'avenir pour des études à l'Institut de statistique du Caire et aussi à celui d'Accra.

La Conférence apprendra également avec intérêt que le Conseil d'administration du Fonds spécial, a approuvé, au cours de la réunion qu'il a tenue en juin 1965, la demande du Gouvernement du Maroc tendant à transformer le Centre de formation d'ingénieurs des travaux statistiques de Rabat en un Institut de statistique et d'économie appliquée. Jusqu'à présent, un cours de formation d'"attachés" d'une durée de deux ans était organisé au "Centre"; l'"Institut" aura un programme d'études plus poussées de trois ans qui portera sur les statistiques et l'économie appliquée et donnera un cours de formation de techniciens, d'une durée d'un an, qui aura pour but de préparer les stagiaires à exécuter convenablement et avec discernement les tâches usuelles et certaines tâches moins courantes, qui relèvent des activités statistiques.

Les pays africains se préoccupent beaucoup de mettre au point des programmes statistiques en vue de la planification. A ce propos, un voyage d'études concernant les statistiques dans le contexte de la planification, financé au titre du programme d'assistance technique, a été organisé au troisième trimestre de 1964 par les secrétariats de la CEA et de la CEE, en collaboration avec les gouvernements de la France, du Ghana, de la Tunisie, de la RAU et de l'URSS. Le voyage a duré du 20 août au 2 octobre 1964. Le but était d'offrir aux membres des organismes de statistique et de planification l'occasion d'observer comment les services de statistique ont été organisés pour répondre aux besoins des pays visités dans le domaine de la planification. Onze statisticiens africains venant du Cameroun, du Ghana, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de la Nigéria, de la Zambie, du Sénégal, de la Tunisie, de l'Ouganda et de la RAU ont participé au voyage d'études depuis le début jusqu'à la fin. Quatre statisticiens venant

de Grèce, de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie les ont rejoint au cours du voyage.

On a pu également organiser des consultations régionales sur divers thèmes grâce aux fonds affectés aux programmes de coopération technique. Les statisticiens d'Afrique du nord et d'Afrique de l'est se sont réunis à Addis-Abéba du 8 au 14 avril 1965 et les chefs des bureaux de statistique d'Afrique de l'ouest ont tenu une réunion à Niamey du 19 au 23 octobre 1964. Les participants à ces réunions ont eu l'occasion de se communiquer mutuellement leur expérience des problèmes communs à leurs pays lorsqu'ils cherchent à créer des systèmes et des services statistiques. Au cours d'une réunion qui s'est tenue à Addis-Abéba du 16 au 20 avril 1965, les directeurs des centres de formation de statisticiens cadres moyens de Lagos, d'Abidjan, de Yaoundé, d'Achimota et d'Addis-Abéba ont pu échanger leurs opinions sur le programme des centres et sur les dispositions à prendre pour le fonctionnement futur de ces centres.

Etant donné l'importance donnée aux activités concernant la comptabilité nationale, on a été amené à créer deux groupes de travail. Le premier, chargé de l'étude des problèmes de comptabilité nationale en Afrique, s'est réuni à Addis-Abéba du 9 au 16 décembre 1964, et a examiné les résultats obtenus par divers pays africains qui ont cherché à présenter leurs données économiques sous la forme recommandée dans le Système intermédiaire de comptabilité nationale. Le second, qui s'est réuni à Addis-Abéba du 14 au 21 juillet 1965, était l'un des groupes de travail qui devaient se réunir dans les diverses régions en 1965 et 1966 en vue d'étudier le projet de révision du Système de comptabilité nationale des Nations Unies, et son adaptation aux conditions existant dans les pays en voie de développement. Au cours de la seconde réunion, les participants ont élaboré une formule d'adaptation qui tient compte des résultats des essais d'application du Système intermédiaire de comptabilité nationale et procure aussi les données nécessaires pour la planification et la stimulation du développement économique et social.

Pour ce qui est des statistiques démographiques et sociales, les fonds de l'assistance technique ont permis de financer deux réunions. Le premier cycle d'études sur les statistiques de l'état civil en Afrique a eu lieu à Addis-Abeba du 14 au 19 décembre 1964. Il avait pour objet (a) d'étudier les méthodes, les techniques et les problèmes qui ont trait à l'obtention rapide des principaux taux démographiques en Afrique, soit par le moyen d'enquêtes rétrospectives, soit par tout autre moyen destiné à remplacer un système complet d'état civil et (b) d'examiner les méthodes, les procédés et les modalités de création, d'extension et d'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil dans la région. Enfin, un Groupe de travail des recensements de la population et de l'habitation s'est réuni à Addis-Abeba du 21 au 29 juin 1965. Cette réunion a marqué la première des étapes qui doivent conduire à la formulation d'un programme régional relatif à la participation de l'Afrique au Programme mondial de recensements de 1970, et permettant le rassemblement des données de base sur la population et l'habitation nécessaires à la planification économique et sociale. Le Groupe de travail a adopté une liste provisoire des sujets à inclure dans un recensement de la population.

ANNEXE

Conseillers pour les statistiques - situation au 30 juin 1965

Organisa- tion des services de statis- tique	Formation de sta- tisti- ciens	Statisti- ques éco- nomiques et finan- cières	Statisti- ques indus- triels	Compta- bilité natio- nale	Statisti- ques démo- graphi- ques	Enquê- tes par sonda- ge	Trai- tement des don- nées	Ex- perts ad- joint	Statisti- ques agri- coles	Statisti- ques de l'en- seigne- ment	Statisti- ques du tra- vail	Statisti- ques de la santé
Algérie	X	X	X		X				X		X	
Bassoutoland												
Cameroun	X											
Congo (Rép. dém. du)	X											
Ethiopie	X											
Gabon						X	X					
Ghana	X		X									
Guinée						X		X				
Côte d'Ivoire												
Kénya		X		X								X
Libéria	X											X
Libye	X		X				X			X		
Mali	X											
Ile Maurice		X										
Maroc	X		X									
Niger	X				X							
Nigéria	X	X			X							
Sénégal							X					
Sierra Léone	X											
Somalie	X											
Soudan												
Souaziland				X								
Tanzanie	X		X									
Togo												
Tunisie				X			X					
Ouganda				X								
Haute-Volta	X			X								
Zambie	X			X								
Régional		X		X								